

ABUS
Commis dans la négociation
DES
OBLIGATIONS DU CRÉDIT FONCIER

semblance indispensable pour gagner la confiance des hommes les plus simples. »

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf of a book. The paper has a slightly textured appearance with some minor discoloration and a small dark spot near the bottom center. A dark horizontal strip is visible along the very bottom edge of the page.

3.072.504.831 6

Ayuntam

ento de Madrid

la majorité de la 6^e commission des pétitions

ous s'est prononcée pour le renvoi à un jour déterminé.

M. Brunel, secrétaire général de la préfecture du Rhône, a été mandé hier par télégramme à Versailles, et il a dû y arriver ce matin.

On distribue aujourd'hui aux députés le rapport de M. Taillefer, au nom de la commission chargée de rechercher, parmi les décrets législatifs du Gouvernement de la défense nationale, ceux qui ont un caractère temporaire, et de signaler ceux des décrets édictés du même gouvernement qu'il serait urgent de rapporter ou de modifier.

Aujourd'hui, vers deux heures, au moment du 10^e numéro du *Sifflet* était exposé dans le kiosque du boulevard Montmarie, lequel kiosque contient des allusions contre l'empereur et M. Clément Duvernois, quelques passants arrachèrent les exemplaires.

Des groupes se formèrent aussitôt, la foule massa; quelques individus proposèrent d'enlever tous les numéros qui étaient à l'échappage, protestant de toutes leurs forces contre les infamies qu'ils contenaient. L'arrivée de quelques gardiens de la paix suffit bientôt pour dissoudre les rassemblements.

Au bout d'un quart d'heure, tout était rendu au calme.

Lebeau, rédacteur de l'*Officiel* de la Commune, vient d'être expulsé de Belgique et dirigé sur la Suisse.

On a constaté également la présence en Belgique de Victor Cyrille, commandant de la garde nationale fédérée, et Benjamin Gaspar, le poète de la Commune.

M. Benedetti, notre ex-ambassadeur à Berlin, vient d'arriver à Paris, après un séjour de plusieurs mois à Londres.

L'amiral Gueydon, gouverneur général de l'Algérie, vient de partir sur le *Kléber* pour Constantinople, afin de statuer de visu sur la question relative à l'émigration alsacienne allemande.

On nous télégraphie :

Rome, 22 mars.

L'Italie, parlant de la nouvelle donnée par le *Landes* de Vienne, sur une prétendue alliance franco-allemande contre l'Autriche, dit : « Une alliance entre l'Italie et l'Allemagne contre l'Autriche serait un contre-sens ; la nouvelle du *Landes* manque du caractère le plus élémentaire de vraisemblance indispensable pour gagner la confiance des hommes les plus simples. »

des titres bien plus sérieux que le Crédit foncier à une égale protection de la part du gouvernement, car ils sont les instruments les plus énergiques de la prospérité du pays, tandis que les capitaux qui ont été recueillis par les agents du gouvernement, pour le Crédit foncier, jusque dans les parties les plus reculées du territoire, ont servi surtout aux travaux qui ont été exécutés à Paris par un petit nombre de spéculateurs favorisés; et on est d'autant plus porté à le regretter, que ce sont ces mêmes travaux qui ont attiré à Paris ces grandes agglomérations d'ouvriers, parmi lesquels la Commune a recruté ses plus nombreux soldats.

Tout est, d'ailleurs, régulier, public, loyal, dans les procédés adoptés par les compagnies de chemins de fer, pour la négociation de leurs valeurs.

Elles travaillent au grand jour. Leurs obligations sont officiellement cotées à la Bourse de Paris, et tout le monde peut en contrôler les cours; nul intermédiaire ne reçoit des commissions excessives et n'a, par conséquent, aucun intérêt à aggraver les conditions de la négociation de ces titres par des subtilités de calcul comme celles au moyen desquelles on est parvenu à supprimer le coupon à échoir, au profit du Crédit foncier; et au détriment de l'acheteur.

Cette suppression ou plutôt cette rétention illégale s'opère sous prétexte de l'escompte de ce coupon.

Il est facile de comprendre combien ce prétexte est vain et peu fondé, par la pratique universelle des Compagnies de chemins de fer en pareille matière.

Quand ces Compagnies escomptent un coupon à échoir, ce qui a lieu quelquefois, comme moyen de placement d'argent, elles payent d'avance effectivement ce même coupon, sous la déduction d'un certain intérêt jusqu'au jour de l'échéance, soit en retranchant quelques centimes seulement.

C'est de cette manière que s'effectue toujours une pareille opération, et il ne saurait en être différemment.

Mais le Crédit foncier et ses agents ne l'entendent pas comme tout le monde.

En négociant aujourd'hui, par exemple, une obligation de cet établissement, ils en détachent le coupon à échoir le 1^{er} mai prochain, et se bornent à payer sur cette obligation l'intérêt de 39 jours, du 22 mars au 1^{er} mai, soit 2 fr. 70 c. à la place du montant de ce coupon, qui est de 12 fr. 50 c.

Nous l'avons vu, nous ne comprenons pas la hardiesse d'un pareil calcul, et nous comprenons encore moins que des fonctionnaires publics aient pu consentir à s'en faire les instruments.

Mais ce n'est pas tout encore, et le dommage causé à l'acheteur d'une obligation du Crédit foncier, dans ces conditions, ne se borne pas à la privation presque intégrale du coupon à échoir.

Le porteur de l'obligation privée de ce coupon est, en fait, jusqu'à l'expiration du semestre courant, dans l'impossibilité de fait dans lequel il se trouve.

Ce titre ne pourrait pas plus être admis à la négociation, que ne le serait un titre de rente, d'action ou d'obligation quelconque, si on en avait exceptionnellement détaché le coupon à échoir.

Ces obligations du Crédit foncier, ainsi mutilées, sont donc frappées d'immobilisation pendant une période plus ou moins longue, et c'est par ce moyen que le Crédit foncier parvient à retirer du marché un grand nombre de titres et à en fausser réellement les cours par l'absence de toute offre, par la suppression de toute concurrence.

Ce ne sont pas les habitudes ordinaires d'un marché régulier, et il est impossible que les choses continuent à se passer de la sorte. Il n'est pas admissible surtout que le gouvernement, prévenu de ce qui se passe, souffre plus longtemps que des recouvreurs généraux, des fonctionnaires publics, se prêtent à la perpétration de pareils abus.

En ce moment, d'ailleurs, où la France n'a pas trop de toutes ses ressources pour assurer la libération du territoire, le gouvernement a le devoir impérieux de réserver pour lui seul toute l'activité de ses agents.

Notre correspondance nous révèle encore d'autres abus, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

ECHOS PARLEMENTAIRES

22 mars.

Depuis trois jours, on lit en tête du bulletin qui contient l'ordre du jour et que les députés reçoivent à leur arrivée au palais : « SÉANCE PUBLIQUE A DEUX HEURES TRÈS PRÉCISES. » Et c'est vrai : à deux heures très précises retentit le roulement de tambours qui annonce l'arrivée du président, et, l'instant d'après, commence la lecture du procès-verbal. Il y a, au moins, une vingtaine de députés présents : aussi le procès-verbal est-il adopté sans observations. Par parenthèse, M. Grévy fera bien de retenir cela pour les lendemains de séances orageuses où, d'habitude, sous prétexte de « réclamations sur le procès-verbal », recommencent les querelles de la veille.

Mais, après la lecture du procès-verbal, force est bien au président, sous peine de faire des nullités, d'attendre que la Chambre soit en nombre : et il n'attend pas moins de trois bons quarts d'heure. C'est à droite surtout qu'on arrive tard. Voyons, messieurs, à la droite, on dit que pour rien au monde vous ne consentiriez à siéger les trois derniers jours de la semaine prochaine, de la semaine sainte; et on ajoute que vous voulez, d'aujourd'hui à aujourd'hui, en finir, expédier le budget afin de partir en vacances le cœur léger. Mais savez-vous que c'est une grosse affaire que le budget? Croyez-moi, il faut arriver à l'heure, ou vous n'en finirez pas avant votre huitième, surtout si M. de Lorgeril, qui est des vôtres, éprouve souvent des scrupules comme celui dont il nous a fait si longuement part aujourd'hui.

Nous en sommes au budget des cultes, et on marche bon train. On vote, sans reprendre haleine, les quatre premiers chapitres. Au chapitre cinquième, une pause de quelques instants. M. Emile Bouchet demande la suppression du crédit affecté au chapitre de Saint-Denis. En 1869, dit-il, la même demande avait été portée à la tribune du Corps législatif, et il fut uniquement répondu que « le chapitre de Saint-Denis ne saurait être supprimé, dès l'instant que les cadres de la dynastie impériale peuvent un jour repasser dans cette chapelle. » La cause invoquée pour le maintien de ce chapitre ayant disparu, rien ne s'oppose plus à la suppression demandée.

M. Jules Simon réplique que le chapitre de Saint-Denis se compose de deux sortes de chapitres : les chanoines évêques et les chanoines de second ordre; que la situation des premiers constitue une sorte de retraite qu'il est nécessaire d'assurer aux évêques que leurs infirmités empêchent de diriger un diocèse; et que les seconds sont d'anciens armateurs de l'armée ou de la marine, qui ont droit à la munificence de l'Etat, et qui ne peuvent trouver place dans aucun chapitre diocésain puisqu'ils ont été détachés du clergé régulier. « Et puis, ajoute M. Jules Simon, il y a les tombeaux. Permettez-moi, en passant, de dire que je ne suis pas attaché au culte monarchique et que j'appartiens aux opinions républicaines; mais tout en appartenant à ces opinions, non-seulement je suis respectueux pour tout ce qui a été glorieux dans notre pays, mais je suis dévoué aux grands souvenirs; et quand je visite la basilique de Saint-Denis, ce n'est pas seulement l'art qui m'y attire, ce sont ces grands pas le droit et que je n'ai pas le désir de répéter. »

Le crédit est maintenu.

M. Jules Simon n'aurait-il pas, par hasard, en 1869, voté en faveur de l'amendement dont il a combattu aujourd'hui la reprise?

On passe au budget des affaires étrangères. Lisez d'abord le discours de M. Depasse, où il y a, selon moi, plus à laisser qu'à prendre, mais auquel la Chambre fait bon accueil. M. Depasse, d'ailleurs, a reconnu que les réductions qu'il propose ne sauraient, sous peine d'entraver les services, être appliquées au budget de 1872 qui est déjà en cours d'exécution; mais il a insisté pour obtenir une réduction de mille francs sur le chapitre 1^{er} du personnel de l'administration centrale, et il a dit : « Quoique peu important quant à la somme, l'adoption de cet amendement aura dans ma pensée une haute signification : elle voudrait dire que M. le ministre est prévenu, qu'il aura lieu de présenter le budget de 1873 dans des conditions complètement nouvelles et différentes. » J'ai voulu vous rapporter textuellement ces paroles parce qu'elles donnent au vote qui a suivi sa véritable portée. Après une première épreuve déclarée douteuse, l'amendement de M. Depasse a été adopté à une faible majorité recrutée, comme la minorité considérable qui s'est levée à la contre-épreuve, dans toutes les fractions de l'Assemblée. M. Thiers, qui venait d'arriver au banc des ministres, a suivi le vote avec une très grande attention : il a voté contre l'amendement.

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

Je ne mentionne que pour mémoire le discours de M. le vicomte de Lorgeril, qui a demandé la suppression du crédit affecté aux ambassadeurs. M. le vicomte de Lorgeril n'est pris au sérieux par aucun de ses collègues de l'extrême droite, et n'a pas l'air de se prendre au sérieux lui-même. Tout son discours d'ailleurs tient dans ce raisonnement : « Tant que la France sera dans ce misérable état de République, elle n'aura point d'alliances à espérer, donc elle n'aura point besoin d'ambassadeurs. »

M. Jozon a fort éloquentement, mais sans succès, plaidé l'économie. Après une première épreuve douteuse, la Chambre a repoussé, à une faible majorité, l'amendement de M. Raudot, tendant à une réduction de 842,100 fr.

Un léger incident a marqué ce vote. Après que M. le président eut déclaré que le bureau considérait la première épreuve comme douteuse, des exclamations se firent entendre de divers côtés. M. le président Grévy en rappela sévèrement les auteurs aux convenances parlementaires. « Messieurs, dit-il, j'ai eu déjà plusieurs fois l'honneur de vous priver de vouloir bien épargner au bureau ces exclamations débilitantes. Le bureau est mieux placé que personne pour juger les épreuves, et il y met toute son attention. »

Le compte rendu en dira à nos lecteurs aussi long qu'il faut sur le reste de la discussion du budget des affaires étrangères, et sur les commencements de la discussion du budget des travaux publics.

A demain, dit-on, la proposition de Mgr Dupanloup, relative à la fixation du jour où seront discutées les pétitions catholiques.

REVUE DES JOURNAUX

Le *Courrier de France* commente la confiance politique que l'indiscrétion, fort préméditée, de celui de nos confrères qui a la réputation de M. Thiers a rendue publique. Nous voulons parler de M. d'Arnaud et de la conversation, fort inattendue, insérée ces jours derniers dans le journal la *Patrie*.

M. Marius Topin s'attaque surtout au jugement assez sévère que le président de la République a laissé échapper au sujet de la défense de Paris organisée par le général Trochu.

Nous pouvons en conclure, dit-il, que la lumière commença à se faire dans son esprit sur les hommes honnêtes, pleins d'excellentes intentions, mais incapables, sans énergie, qui ont occupé le pouvoir durant le premier siège.

Nous pouvons en conclure cette espérance que M. Thiers cessera peu à peu de les couvrir de son appui, de les conserver au pouvoir, de les honorer de sa confiance publique. Il ne devrait pas ignorer, s'il était bien instruit de l'état réel de l'opinion publique, qu'une des causes de son impopularité passagère, dans les journées qui ont précédé le 18 mars, a été, à Paris, le maintien dans le ministère de ces hommes dont, pendant six mois, nous avons subi et déploré l'incapacité manifeste.

Rien ne le liait à eux. Il pouvait, sans aucun inconvénient et avec d'immenses avantages, remplacer ces hommes usés et jugés, par des républicains assés fermes et jouissant encore de la confiance publique. Des ministres tels que MM. Victor Lefranc et Casimir Périer auraient consolidé un cabinet que ne pouvait qu'affaiblir des noms tels que ceux de MM. Jules Favre et Picard.

Nous ne pouvons que nous féliciter de nos flexions de notre confrère. Sous un gouvernement de transaction et de consentement réciproque, comme le provisoire sous la loi duquel nous vivons, le choix de telle ou telle personnalité prend une importance exceptionnelle et peut changer complètement sa signification aux yeux du public, qui, à défaut de Constitution, juge du Gouvernement sur les intentions des gouvernants. Il y a là un intérêt principal dont M. Thiers n'a peut-être pas jusqu'ici tenu un compte suffisant, mais qui ne saurait manquer de le frapper de jour en jour avec tous les caractères de la nécessité et de l'évidence.

La *Presse* fait ressortir heureusement l'inspiration libérale qui a présidé à la création de l'école des hautes études, objet des attaques plus passionnées que réfléchies de certains orateurs de la droite.

L'école des hautes études, dit-elle, est en effet une de ces fondations heureuses et fécondes qui répondent à un besoin qui n'est pas moins impérieux et sacré, parce qu'il est d'ordre purement intellectuel, et qui se vengent, dès les premières années d'expérience, de détracteurs prévenus, par des succès aussi incontestables que leurs services.

M. Daru a eu tout pour lui de constituer, au profit des disciples qui veulent devenir des maîtres, et des investigateurs que tourmente le noble souci des découvertes, non-seulement un centre d'enseignement mutuel de haute critique et de philosophie transcendante appliqué aux arts et aux lettres, mais encore une sorte d'académie pratique, de laboratoire national, fournissant aux recherches de la science expérimentale les ressources et le matériel qui manquent trop souvent à l'initiative individuelle et privée.

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

« Comment me trouvez-vous, mon père? lui ai-je demandé. — Belle à ravir! — Bien vrai? — Si vrai, que je ne veux pas laisser à un autre le plaisir d'ouvrir le bal avec toi. Et, prenant un ton cérémonieux, — Made-moiselle de Pardaillan, a-t-il ajouté, voulez-vous me faire la grâce de m'accorder la première contredanse? »

« Si cela est, je n'ai nullement besoin, je l'assure, des conseils de Miss Cumming, car je me sens à l'aise partout. En m'habillant, il a eu un moment où Rosette m'a fait des compliments sur mes beautés. J'ai rougi et je me suis regardée dans la glace; c'était la première fois que je me voyais ainsi. Un frémissement de plaisir a parcouru tout mon être; je me suis trouvée belle. Cependant, lorsque ma toilette a été achevée, cette nudité des bras et des épaules m'a fait éprouver un instant d'embarras et de gêne; mais cet instant a été de courte durée. Puisque toutes les femmes se montrent ainsi en public, c'est qu'il n'y a aucun mal à le faire. »

Dans la matinée, M. de Pardaillan m'avait donné tous les jolys qui ont appartenu à ma mère. J'avais mis des pendants d'oreille en diamants et un bracelet enchaîné de grosses perles. Pourquoi ces petites pierres chatoyantes exercent-elles sur les femmes un attrait magnétique? J'avais peine à me reconnaître sous ces beaux atours qui transformaient l'écolière en une séduisante personne. J'étais si jolie que j'ai en l'idée d'embrasser mon image... dans la glace! Voilà qui était bien fou, n'est-ce pas? Tu vois que je ne craignais pas de l'avouer toutes mes faiblesses. M. de Pardaillan est entré en ce moment et m'a contemplé un instant sans dire un mot. J'attendais son arrêt avec une certaine inquiétude, bien que je visse dans ses yeux qu'ils sont fort beaux les yeux de M. de Pardaillan, — qu'il était fier de sa fille.

Les conclusions par lesquelles le rédacteur autorisé de la *Presse* termine son article, nous semblent devoir être également reproduites. Le débat, soulevé à l'Assemblée par certains crédits demandés au budget de l'instruction publique, ne pouvait être clos avec des paroles plus patriotiques et plus justes.

La France, dit la *Presse*, doit porter, en donnant plus d'éclat que jamais à sa grandeur intellectuelle et morale, le deuil de sa puissance matérielle et militaire.

Elle doit reconquérir, par la royauté des arts, le sceptre que la défaite a fait tomber de ses mains.

Elle doit reconquérir, par l'influence ravivée de son goût, les amis et les admirateurs que ses fautes et ses malheurs lui ont aliénés.

Elle doit se garder des scrupules du découragement et de ces économies aveugles, plus dangereuses parfois que des prodigalités intelligentes.

Le *Soir*, qui a demandé avec insistance la solution du provisoire, déplore que ni le gouvernement ni la majorité n'aient su prendre une initiative hardie pour mettre le pays en possession d'un gouvernement définitif, et mettre un terme à l'incertitude générale entretenue par les compétitions des partis.

La *Liberté* ne partage ni ces impatiences ni ces exaltations. Nous espérons donc que M. Hector Pessard envisagera l'avenir à travers les illusions naturelles d'une idée fixe lorsqu'il dit, en parlant de la prochaine réunion des conseils généraux :

Il faut n'avoir pas la moindre idée des préoccupations dominantes chez les mandataires provinciaux pour ne pas comprendre que les questions constitutionnelles seront, cette fois, les questions qui absorberont toutes les autres. On a beau interdire légalement les discussions politiques aux conseils généraux, on ne s'est pas encore avisé de faire une loi répressive contre les inquiétudes des intérêts et le désir de stabilité. Si, au moment où les conseils généraux se réunissent, s'élevait une manifestation claire, émanée soit du Gouvernement, soit d'une importante fraction de l'Assemblée, les inquiétudes du public, dont les membres de nos assemblées départementales ne manqueraient pas de se faire les échos, seraient bien atténuées. On aurait, pour ainsi dire, canalisé toutes ces légitimes impatiences, en leur montrant un but précis à atteindre.

L'opinion est-elle d'ailleurs aussi pressée d'arriver à une solution que le prétend le *Soir*? Ne sont-ce pas les avantages d'une situation provisoire, qui sauvegarde tous les droits et progresse insensiblement, au bénéfice du gouvernement républicain, dont le journal de M. Pessard paraît le champion?

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance (de nuit) du 20 mars

Avant l'adoption du procès-verbal, M. Baudant demande que l'augmentation de traitement des instituteurs municipaux, votée dans la dernière séance, y soit mentionnée.

M. Vauthier appuie cette réclamation. M. le président annonce qu'il en sera tenu compte.

Un crédit de 1,500 fr. est alloué à M. le préfet pour la liquidation du compte de la commission des beaux-arts. Cette somme doit servir à payer les jetons de présence du premier trimestre. A l'avenir ces jetons seront supprimés.

M. le préfet dépose un mémoire qui conclut à la mise en adjudication des constructions scolaires, s'élevant à une dépense de 6 millions.

M. L. Say annonce aussi que l'Assemblée nationale a refusé de mettre à la charge de la ville les subventions de théâtre. (Marques de satisfaction.)

Le conseil vote ensuite la mise en adjudication d'un terrain communal à Breteuil; il ajourne à lundi la discussion sur la dette immobilière, et passe ensuite au vote du budget. Au chapitre 6 (personnel des travaux publics), M. Cantagrel demande de nouvelles économies. M. Alphonse répond qu'il a déjà réalisé des réductions pour plus de 600,000 francs, et qu'en introduisant d'autres modifications, on risquerait de désorganiser le service. Néanmoins, le conseil vote les économies réclamées par M. Cantagrel.

M. Nadaud présente son rapport sur le projet ayant pour but d'exonérer pour dix ans de tout impôt les constructions à élever dans Paris. Le rapport conclut à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi conforme. (Adopté.)

M. J. Bérard présente le rapport de la commission des finances. Le service de la dette municipale est arrêté (intérêts et amortissements) à 236,135 fr., et les intérêts à la Banque de France pour les 210 millions de la contribution de guerre sont fixés à 215,000 fr.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Les résultats connus jusqu'ici de la souscription nationale pour la libération du territoire donnent lieu à des comparaisons intéressantes en ce qui touche le tempérament patriotique de nos villes de France.

Ces résultats ne se sont pas toujours produits en raison du chiffre et de la richesse de la population.

Ainsi, tandis que Saint-Etienne, qui compte 100,000 habitants, et dont la prospérité industrielle est notoire dans toute l'Europe, donnait à peine, en seize listes, la somme de 3,490 fr. 50 c., la petite ville de Briançon,

tabouré, me sentant vivre doucement dans un état quasi-extatique, qui donnait à mes sens un équilibre extraordinaire.

« Le silence le plus profond régnait autour de moi dans le jardin et même dans les rues environnantes. Mon oreille percevait des bruissements de la nature qui eussent été insaisissables dans tout autre état. Tout à coup, j'entendis dans la rue de Suresnes, par delà le jardin, un bruit de pas dont l'un, moins accentué que l'aut

huit ans, répondant au nom de Georges Dornier, et demandant 32, rue des Acacias.

La mort a été constatée.

— Le feu s'est déclaré rue du Louvre, 6, hier à onze heures du matin. Il a été rapidement éteint par les pompiers de la rue Perreuil.

— Le gardien de la paix Hottier a arrêté hier, rue des Tournelles, à l'angle de la rue Saint-Gilles, un individu mû d'une façon sordide, qui venait de tracer ces mots à la craie blanche sur le mur de la caserne des Minimes : Vive la vraie Commune de Paris ! A bas la République !

— Hier, à midi et demi, un ouvrier est tombé de la hauteur d'un sixième étage, en réparant la toiture d'une maison sise rue des Ecoles, 28. On l'a relevé affreusement meurtri. Il a été immédiatement transporté à la Charité. Son état est désespéré.

— Hier, M. le comte de Dreux, demeurant place du Palais-Bourbon, remonta la rue de Bourgogne, lorsque son cheval prit peur tout d'un coup et parcourut au galop la rue de Valenciennes. M. le comte de Dreux se précipita du siège sur la chaussée, et en fut quitte pour de légères contusions. Sa voiture alla se briser sur celle du sieur Lafoly, menuisier, rue de Morny, 53, qui stationnait rue de Valenciennes.

UN DRAME DE JALOUSIE SUR LES TOITS

Un drame étonnant s'est déroulé hier dans le 15^e arrondissement sur les toits d'une maison habitée par les époux T... Après douze ans d'une existence calme, Baptiste, le mari, devint d'un jour à l'autre une jalouse féroce. Ce fut de ce moment que les scènes violentes se succédèrent et finalement, la situation devint tellement insupportable que Josephine, la femme, résolut il y a quelques jours d'aller se réfugier chez une voisine demeurant sur le même carré. Baptiste, rendu plus furieux encore par le départ de sa victime, entra avant-hier chez la voisine et le malheureux voulut qu'il y trouva sa femme seule. Il se précipita sur elle comme une bête fauve et lui serraient le cou entre ses doigts crispés, il essaya de l'étrangler, mais ne voyant aucun châtiment de sa part, il se jeta sur elle et l'étrangla. Elle mourut sur le coup, pendant que la malheureuse poussait des cris perçants qui ne tardèrent pas à donner l'alarme.

Les voisins et plusieurs gardiens de la paix accoururent ; mais ils ne purent tout d'abord atteindre le mari qui s'échappa dans la cour, puis se réfugia dans la chambre d'une femme qui lui fit passer par la fenêtre et de là sur le toit. Son mari la suivit, pendant que la malheureuse poussait des cris perçants qui ne tardèrent pas à donner l'alarme.

Les voisins et plusieurs gardiens de la paix accoururent ; mais ils ne purent tout d'abord atteindre le mari qui s'échappa dans la cour, puis se réfugia dans la chambre d'une femme qui lui fit passer par la fenêtre et de là sur le toit. Son mari la suivit, pendant que la malheureuse poussait des cris perçants qui ne tardèrent pas à donner l'alarme.

Le mari s'est laissé prendre sans résistance.

L'AFFAIRE MOTTU

Un détail d'audience à propos de l'affaire Mottu, dont nous avons annoncé hier la remise à quinzaine. Une foule compacte d'amis politiques et de curieux encombra hier la 7^e chambre correctionnelle. Où est Mottu ? On demandait Mottu, on voulait voir Mottu. Mottu parut enfin. Mais à la dernière heure il avait senti le besoin de changer son avocat, M^e Lechevalier, qui avait déjà plaidé pour lui dans l'affaire du Figaro, et il lui avait à l'audience même, après une courte altercation, fait remettre le dossier à un de ses voisins, M^e de Beaupré, qui n'a sollicité la remise que pour étudier l'affaire.

CORRESPONDANCE

Les grands Magasins du PRINTEMPS viennent d'adresser la dépêche suivante :
ROSSIGNOL, horticulteur, NICE.

Grand succès ! — Expédition cent mille bouquets
Violettes de Parme pour lundi prochain 25.
JULES JALUZOT.

LES PRISONS DE VERSAILLES

Ce qu'il reste de communaux à Versailles. — La prison des Chantiers renferme en ce moment 150 détenus ; la plupart d'entre eux ont été condamnés par les différents conseils de guerre à la déportation simple ou dans une enceinte fortifiée.

Les docks de Satory ne donnent plus guère l'hospitalité qu'à 100 insurgés.

La maison de correction qui renferme les dernières femmes impliquées dans l'insurrection du 18 mars, n'a plus que 150 détenus.

La Lanterne en compte une centaine.

Quant à la maison de justice, toutes ses cellules, à l'exception de deux ou trois, sont en ce moment occupées.

Les condamnés à mort.

— Nous avons dit dans un de nos derniers numéros que la maison de justice de Versailles ne recevait qu'à la dernière heure les condamnés à mort. D'ordinaire, c'est le matin même de l'exécution qu'on les y amène ; plusieurs cellules du rez-de-chaussée sont spécialement affectées à leur usage. Ce qui est pour nous un indice certain que l'exécution a été contremandée, c'est le fait suivant : avant-hier, Cerisier et Baudouin ont été extraits de la caserne de la rue de Noailles et transférés à la maison de justice, où ils occupent les cellules des condamnés à mort. Nous avons de plus appris que l'on préparait hier deux autres cellules, dont nous n'avons pu savoir les noms.

Lisbonne vient d'être transféré à la maison de correction. On sait que le jugement du conseil de guerre qui l'avait condamné à la peine de mort vient d'être cassé par le conseil de révision.

Genton est sorti il y a trois jours de la prison de la rue de Noailles entre deux haies de gendarmes, et a été écroué à la maison de correction. Est-ce un indice de commutation de peine, ou diffère-t-on seulement son exécution, en égard à son état ? Ce malheureux n'est pas encore remis de ses affreuses blessures et se traîne péniblement sur des béquilles.

Les jeunes détenus.

— Nous avons publié au mois de novembre dernier une correspondance qui nous était adressée sur la prison de la Ferme. A cette époque, l'ancien pavillon

de M^{me} de Maintenon était occupé par deux classes de détenus : les détenus adultes dans le pavillon de gauche, les jeunes détenus dans celui de droite. Il ne reste plus aujourd'hui que les détenus adultes ; les jeunes détenus ont été évacués la semaine dernière. Ceux qui étaient âgés de plus de quinze ans ont été distribués dans les différentes maisons de correction de France.

Quant à ceux qui avaient moins de quinze ans, l'autorité militaire, soucieuse de les amener et de les faire revenir au bien, a fondé à leur intention, près d'Etampes, une école militaire d'un nouveau genre. Ces petits malheureux sont soumis à la discipline militaire, et des sous-officiers qui ont fait leurs preuves leur servent d'instructeurs. On leur enseigne à lire et à écrire, on leur apprend un état et on veut les rendre à la société un peu moins vicieux que lorsqu'on les lui a pris. Une remarque sinistre : l'ancien majorité de ces enfants n'a jamais été réclamée, et il résulte de nombreuses recherches faites à ce sujet que la plupart d'entre eux sont devenus orphelins depuis le 18 mars.

LES CARTES DES COMMUNES

Un des principaux éléments de succès des divers mouvements des Prussiens pendant la dernière guerre a été sans contredit l'usage intelligent qu'ils firent des cartes géographiques. Il s'est présenté ce fait inouï qu'au moment de l'invasion leurs officiers, leurs simples soldats eux-mêmes avaient dans leurs bagages des cartes portatives mieux faites, plus exactes et plus détaillées que celles de nos officiers d'état-major eux-mêmes, et que nos ennemis s'orientaient mieux que nous dans notre propre pays. Aussi, est-ce un devoir à cette heure d'encourager partout en France, le développement des études géographiques.

Nous serions donc heureux de voir suivre dans chaque localité le bon exemple donné par M. Charles Ybry, ex-maire de Neuilly-sur-Seine. Une magnifique carte en quatre feuilles, contenant le plan topographique de Neuilly et de ses environs, vient d'être dressée par ses soins. Division parcellaire de chaque propriété, tracé des égouts, conduites d'eau et de gaz, monuments et propriétés communales, altitudes des différents points de Neuilly, tout jusqu'aux bancs des avenues, jusqu'aux urinoirs, y a été indiqué avec un soin méticuleux et une précision mathématique par MM. V. Dubois et A. Brindot, les géographes chargés de ce travail. Faut-il vraiment dire que nos officiers d'état-major eux-mêmes, cette carte prussienne dans la terrible guerre les rues qui précède l'entrée des troupes de Versailles à Paris.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

(Par voie télégraphique)

ALLEMAGNE

Berlin, 21 mars.

La Chambre des députés, après cinq jours de débats, a achevé la discussion du projet de loi relatif à la nouvelle organisation des cercles dans les six provinces de l'Est. Le projet a été adopté presque entièrement en la forme proposée par la commission.

L'article 165 porte que jusqu'à nouvel ordre la nouvelle organisation des cercles ne s'appliquera pas à la province de Posen. Le ministre de l'intérieur déclare, à propos de cet article, que le gouvernement, après les expériences qu'il vient de faire avec les Polonais, se rallie complètement à la rédaction proposée par la commission. En effet, la loi suppose que les personnes auxquelles l'Etat abandonne une partie de ses droits doivent être dévouées à l'Etat. Or, le cas des Polonais. Le ministre ajoute que le gouvernement n'acceptera pas la loi sans l'article tel quel. L'article 165 est adopté.

Carlsruhe, 21 mars, soir.

Aujourd'hui a eu lieu la clôture du Parlement badois. Les discours de clôture ne traitent que des questions d'intérêt local. Le contingent tout entier du passage consacré aux rapports de l'Etat et de l'Eglise. Dans ce passage, le grand-duc exprime l'espoir que la paix religieuse se maintiendra. Il ajoute que d'ailleurs le gouvernement s'emploiera de tous ses efforts, en consultant le maintien des lois et des droits inaliénables de l'Etat, avec les égards légitimes dus à toute confession religieuse.

AUTRICHE

Vienne, 21 mars, soir.

Chambre des seigneurs. — L'ordre du jour appelle la discussion du budget.

M. de Schmerling, dans un long discours, combat les concessions projetées en faveur de la Dalmatie et de la Galicie, comme étant incompatibles avec les intérêts de l'empire.

Le ministre de l'intérieur déclare que le gouvernement ne sacrifiera jamais les intérêts de l'empire à aucun succès politique.

Le ministre des finances, M. Unger, déclare que les concessions promises à la Dalmatie sont en même temps avantageuses à l'empire. Il ajoute qu'il ne serait pas juste de reprocher au gouvernement d'avoir créé en Dalmatie deux partis favorables à la constitution.

En ce qui concerne la Galicie, il dit que le gouvernement ne considère pas les concessions à faire à ce pays comme devant être le prix des élections directes pour le Reichsrath. Le gouvernement a pour but, en se déterminant à faire des concessions, de mettre à tout jamais un terme à la politique des concessions et de rendre impuissantes les inspirations fédéralistes.

ANGLETERRE

Londres, 21 mars, soir.

Chambre des communes. — M. Gladstone, répondant à M. Torrens, refuse de produire la correspondance avec le gouvernement du Canada, depuis le traité de Washington.

Lord Elibell, répondant à Lord Cecil, dit que c'est le conseil d'Angleterre à Odessa qui a envoyé la traduction du paragraphe publié dans un journal russe, lequel annonçait que la Russie était décidée à faire de Sébastopol un port militaire et commercial.

Répondant à M. Cochrane, M. Gladstone dit que le ministère des affaires étrangères n'a reçu aucune dépêche du gouvernement français relative à l'Internationale.

ITALIE

Rome, 21 mars.

Chambre des députés. — Discussion des projets financiers. Quelques députés développent différents ordres du jour. Le président du conseil déclare que le ministère accepte l'ordre du jour de M. Bonfadini, ainsi conçu :
« La Chambre, après avoir entendu les déclarations du ministère, approuve sa conduite politique et passe à la discussion des articles. »

L'ordre du jour de M. Bonfadini est adopté par 239 voix contre 170 avec 3 abstentions.

Rome, 21 mars, 7 h. 15, soir.

Chambre des députés. — M. Lanza, président du conseil des ministres, constate, au cours de la discussion, la possibilité de la coexistence des deux pouvoirs à Rome, avec une liberté réciproque de la part de la représentation nationale et du roi relatif aux corporations religieuses, il dit qu'il faut laisser le ministère juge de l'opportunité, cette présentation étant une question de grande importance qui demande à être examinée en temps plus calme.

La Chambre syndicale du commerce et de l'industrie des tissus et des matières textiles pour l'année 1872 a constitué son bureau de la manière suivante :

MM. Dohelin (Ch.), *, président, 50, boulevard de Sébastopol ;
Hussonot, *, 1^{er} vice-président, 16, rue du Mail ;
Marcellin, 2^e vice-président, 20, rue Vivienne ;
Collin (Alfred), *, secrétaire, 37, rue du Sentier ;
Giraudau (Alf.), trésorier, 33, rue des Jeûneurs ;
H. Lange, secrétaire archiviste.

HOMMES ET CHOSES

Quand un, deux, trois ingénieurs ont enfourché une idée, ce n'est pas chose facile que de les en débarrasser. Au fond, on ne peut leur en vouloir, car leurs projets, aspirations, divagations même si l'on veut, ont toujours l'intérêt général pour mobile.

Ainsi, les journaux disaient dernièrement que le conseil général de la Seine allait être convoqué pour délibérer sur l'établissement des tramways dans Paris et le département. Je crois qu'il s'agit tout simplement du chemin de fer stratégique qui doit relier entre eux les nombreux forts dont la capitale va être entourée.

Pourrait, les chercheurs, les novateurs, les ingénieurs ou simples citoyens animés du désir de multiplier encore les moyens de mal, communication, ce qui n'est pas un mal, voudraient rattacher à ce projet, d'importance tout militaire, un chemin de fer aérien sillonnant Paris en tous sens ; car cet affreux mot de tramways signifie tout bonnement chemin de fer.

Je ne suis pas, certes, aussi désolant que M. Thiers qui, sous Louis-Philippe, ne croyait pas à l'avenir des chemins de fer et le jugeait tout au plus bon pour entretenir la manie parisienne d'aller, le dimanche, à Versailles et à Saint-Germain ; mais je ne crois pas qu'il soit d'une utilité absolue de dépenser des millions en la sorte.

Il y a mille choses plus pressées, sans compter l'amortissement d'une dette écrasante.

J'ai vu l'autre jour, sur le boulevard, un dessin représentant le chemin de fer aérien traversant le carrefour du nouvel Opéra. C'est très beau comme résultat obtenu, comme difficulté vaincue ; mais comme aspect, au point de vue de l'art, il est impossible de rêver rien de plus affreux.

C'est bien la peine vraiment qu'un grand artiste ait élevé l'une des constructions les plus splendides, un palais féerique, qui, aujourd'hui, a réuni enfin tous les suifragés, même ceux des malfaillants, pour que des grosses vilaines armatures viennent en masquer la façade ou le merveilleux couronnement.

Non ! ce n'est pas possible, cela ne se fera pas ; là, du moins, on fera obliger cette ligne absurde. Qu'elle passe, on s'en tait dessus, sur le palais de la Bourse, sur les grandes maisons qui l'entourent, à travers les voies nouvelles, rompent leur interminable harmonie, je le veux bien ; mais que l'on conserve tous les points de vue créés par l'art et la nature : ne nous gâtiez point Paris si vivant et si pimpant.

On s'enfuit à mourir à Londres si les chemins de fer à travers les rues y sont pour beaucoup.

L'avantage réel qu'il y aurait pour le public à l'établissement des voies aériennes, c'est que les loyers des maisons situées dessus seront à très bon marché. Mais gars la casse !

Les deux prêtres de Bordeaux qui viennent de chasser les escarpins de l'abbé Michaud, commencent à faire sérieusement parler d'eux. Si je m'étais abstenu de les piquer avec des épingle, dans la collection de coïncidences que cette chronique me fournit chaque jour l'occasion de former, c'est que je ne suis jamais pressé de faire de la réclame à ceux qui m'en montrent affamés.

Nous avions déjà oublié ce petit abbé Michaud, qui, autant que je me rappelle, allait ouvrir une boutique de schisme à Passy, à Montrouge, à Vaugirard, je ne sais où, et où il vendait deux autres randgats fondent à Bordeaux un « comitat d'action » où l'on dira la messe en français, sans doute, et où il ne serait pas le plus mal, d'ailleurs, et qui eurent les enfants pourrissent s'élever, après avoir reçu le baptême dans les formes usitées aux premiers âges du christianisme.

Je crois que ce sera là le grand revenu de la boutique, car on y payera, cela va sans dire, plus cher qu'ailleurs, c'est certain, afin d'encourager le culte nouveau ; mais après ? Viendront la première communion, la confirmation, le mariage, la mort, etc., etc., tous les sacrements prescrits.

Pour un philosophe, dégradé des mièvreries de la mode, pour un communard travaillé par les journaux, cela pourra suffire à la rigueur, mais la mère de famille n'entendra pas longtemps de cette oratoire-là. On ces sacrements sont inutiles, ou ils sont indispensables ; et, se dira-t-elle, du moment qu'il faut les accepter, mieux valent ceux qui sont reconnus par la loi et par tous, que ceux d'agitateurs éphémères. Les uns sont bon teint, les autres sont falsifiés.

Si bien falsifiés, que les abbés Chatel et Auzou, dont j'ai parlé, je crois, il y a quelques mois, à propos du petit abbé de Passy, de Vaugirard ou de Batignolles, peu importe, avaient jeté la perturbation dans un certain nombre de ménages parisiens.

Lorsque leur marmitte fut renversée, sous l'indifférence du public et les tracasseries de la police de Louis-Philippe, leurs registres furent naturellement dispersés, et beaucoup de ménages, qui avaient un peu de foi, se démentirent avec stupéur. — Ah ! ça, mais comment réllement mariés à l'Eglise ? Dieu en est bien sûr, puisqu'il a vu et entendu nos serments ; mais si, plus tard, notre fille nous le demande, nous ne pourrons le lui prouver. En civilisation, il faut avoir ses papiers.

Et c'était à recommencer dans une église officielle : doubles frais.

Les deux prêtres de Bordeaux avaient collaboré pour un mauvais roman où s'exhalait leur haine et leurs rancunes. Mais aussi pourquoi Mgr Donnet ne les avait-il pas fait nommer à quelque évêché ?

Est-ce que cela va être dans le clergé comme sous la Commune ? La rage du galon !

M. Ossude, un vrai capitaine, qui a déposé dans l'enquête du 18 mars, a vu ses souvenirs, pourtant si nets et si précis, trahis de mensonge par M. Jules Ferry. Il a répondu de la belle manière dans une lettre qui, elle-même, mérite d'être jointe au dossier, car elle pose un fait qui, jusqu'à ce jour, n'était qu'une assertion. Le voici :

« M. Jules Ferry, dit M. Ossude, m'honora d'une invitation à dîner, en compagnie d'officiers de non régiment ; et les dîners de l'hôtel de ville ne laissent rien à désirer, même à cette date du 22 janvier. »

Ce jour-là, dans la matinée, des gardes na-

tionaux du 101^e bataillon débouchaient sur la place de l'Hôtel-de-Ville et faisaient feu sur plusieurs officiers qui se promenaient sur le trottoir du monument. Les gardes mobiles bretons ripostèrent aux émeutiers comme l'on sait.

La veille, les Prussiens commençaient le bombardement de Saint-Denis ; le lendemain les quartiers du Val-de-Grâce, du Luxembourg, de Saint-Jacques, des Invalides, du Panthéon et de Montrouge, étaient bombardés à outrance. C'est dire qu'on était en plein dans les horreurs du siège.

Si M. Ferry avait invité à dîner M. Ossude et ses camarades, c'est parce que ceux-ci avaient contribué à sauver l'hôtel de ville en organisant la défense dans la rue du Temple, par où allaient arriver d'autres bataillons insurgés.

Donc, pendant que Paris mangeait le pain bonique de M. Jules Ferry n'avait pas su prévoir, pendant que l'on faisait quetsu aux boucheries pour obtenir gros comme une noix de viande par personne, pendant que les pauvres gens qui ne pouvaient en acheter mouraient de faim et de froid, on festoyait à l'hôtel de ville. MM. Ferry, Arago et certains se nourrissaient grasement, et pour que de braves officiers fussent invités à ces repas plantureux, il ne fallait rien moins qu'ils fussent les sauveurs de la situation.

L'autre jour, à propos de l'exposition des œuvres de Henri Regnault, qui appartenait au 69^e bataillon et non au 21^e, j'avais commis une erreur assez grave, relativement au portrait du maréchal Prim. Si l'on veut le fond de ma pensée, l'erreur était volontaire, et je la commettais pour venger l'artiste méconnu. Le portrait de Prim n'appartient pas à la famille qui, ne trouvant pas l'apothéose assez glorieuse, et la peinture assez réussie, l'avait refusé.

Cette toile splendide appartient au Louvre, et vous allez voir que la maréchale, prise de remords, et qui ne pourra la racheter, va en faire faire une copie.

CHRYSALE.

BIBLIOGRAPHIE

Le 10^e numéro de la *Tuque noire* vient de paraître. Il a pour titre : Metz et Bazaine.

Le sujet, traité cette fois par notre confrère M. Baragnot, offre d'autant plus d'intérêt en ce moment que le conseil d'enquête sur les capitulations est à la veille de terminer ce qui le concerne, l'examen de la désastreuse affaire de Metz.

Nous extrayons les fragments suivants de ce 10^e livraison de la *Tuque noire* :

« Quant au maréchal, il ne cessait qu'un seul objectif, unique, exclusif. Ne pas être coupé de Metz ! — Entre Mars-la-Tour et Vionville il fallait enlever Tronville. Il s'y refuse, c'était là le point de passage... »

Le 16, au soir, nos troupes, ayant couché sur le champ de bataille, sont enthousiasmées... Le vieux Changarnier dit à Bazaine : « Il faut marcher, il faut nous battre. » — Le maréchal répond : « Je manque d'approvisionnement !... » — Réquisitionnez, la campagne est riche, réplique Changarnier ; le paysan nous nourrit, avançons sur Verdun.

— Je n'ai plus de cartouches, dit Bazaine.

— Les hommes qui ne sont pas battus en sont chargés, on s'en battra, reprend-on.

On s'enfuit à mourir à Metz.

— Lâchez Mars-la-Tour — demande-t-on au maréchal et passons par Conflans — nous voilà le 17 au matin — il en est temps encore.

— Nos troupes n'ont pas d'eau à boire, crient les soldats.

— Nous ne trouverons dans l'Orne, de l'eau, marchons, marchons.

— Non !

Bazaine avait-il promis de laisser à l'empereur la route d'Etain par Conflans pour que Sa Majesté pût fuir à l'aise ? C'est par là que l'homme et son fils s'échappèrent le 16. — Pour eux la route de Briey n'était point assurée... Il ne fallait d'encombrement sur aucune route !

Le 16 au soir, Bazaine, informé de la fuite de Napoléon, se sentait « souverain » de sa grande place — saul, et maître de sa propre destinée : urbi et orbi !

Est-ce dans cette nuit obscure du 16 au 17 que se passa d'énormes drames de l'armée, la conversation entendue, dit-on, par un paysan, entre Frédéric-Charles et Bazaine, dans une ferme sous Fuyieux, tandis qu'à droite Napoléon s'en va préparer Sedan ?

Mars-la-Tour tombèrent 17,000 hommes ! On eut encore un combat perdue, c'était sauver Châlons.

« D'autres avis prévalurent, » — dit Changarnier.

En effet, au lieu de prendre la tangente au Conflans, on se repria sur Gravelotte. — La ligne Gravelotte, Amant-Privat allait coûter cher le 18 ! On ne se battait plus « pour avancer », on se battait « pour être pas coupé de la place. » Et il fallait cependant « plus d'effort pour se battre » que pour se jeter sur l'Orne.

On connaît ces dernières luites, — qui après la défense de Saint-Privat-la-Montagne et de Jarnant, — nous révélèrent sous les forêts ! Nous perdions encore 15,000 hommes, les Prussiens 20,000 ; nous nous retirâmes dans Metz !

LES TRIBUNAUX

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles)

Audience du 21 mars

AFFAIRE DE LA RUE HAXO. — QUARANTE-SEPT VICTIMES. — VINGT-TROIS ACCUSÉS.

Jugement. — Sept condamnations à mort.

(Voir la Liberté des 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21 et 22 mars.)

Il est une heure quand M. le président prononce la clôture des débats.

Le conseil se retire aussitôt pour délibérer. Pendant la suspension, un public nombreux envahit la salle. Une grande agitation règne dans l'auditoire jusqu'au moment où un huis-clos vient annoncer la rentrée du conseil.

Les juges reprennent leurs places, et le président, d'une voix forte et au milieu d'un religieux silence, donne lecture du jugement qui condamne :

François, reconnu coupable de complicité d'assassinat, à la peine de mort.

Ramain, reconnu coupable de complicité d'assassinat, avec circonstances atténuantes, à quinze ans de travaux forcés.

Lénot, reconnu coupable de complicité d'assassinat, à la peine de mort.

Desmoulin, reconnu coupable de complicité d'assassinat, avec circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Piat, reconnu coupable d'attentat contre la ville de Paris, à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Araby, reconnu coupable de complicité d'assassinat et de désertion à l'ennemi, de port d'armes, d'uniforme et d'usage des armes, à la peine de mort.

Trouvé, reconnu coupable de complicité d'assassinat et de désertion à l'ennemi, de port d'armes, d'uniforme et d'usage des armes, à la peine de mort.

Racine, reconnu coupable de complicité d'assassinat et de désertion à l'ennemi, de

port d'armes, d'uniforme et d'usage des armes, à la peine de mort.

Dalivou, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port d'armes, d'uniforme et d'usage des armes, à la peine de mort.

De Saint-Omer, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port d'armes, d'uniforme et d'usage des armes, à la peine de mort.

Anary, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port d'armes, d'uniforme et d'usage des armes, circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Barthélemy, reconnu coupable de port d'armes, d'uniforme et d'usage d'armes dans un mouvement insurrectionnel, à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Colnet, reconnu coupable de port et d'usage d'armes, à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Croizat, reconnu coupable de port et usage d'armes, circonstances atténuantes, à vingt ans de réclusion.

Deuville, reconnu coupable de port et usage d'armes, circonstances atténuantes, à la déportation simple.

Hénon, reconnu coupable de port et usage d'armes, circonstances atténuantes, à la déportation simple.

Mongars, reconnu coupable de port et usage d'armes, circonstances atténuantes, à la déportation simple.

Raymond, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port et d'usage d'armes, avec circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Rigaud, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port et d'usage d'armes, avec circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Ramon, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port et d'usage d'armes, avec circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Broussat, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port et d'usage d'armes, avec circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Gaude, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port et d'usage d'armes, avec circonstances atténuantes, aux travaux forcés à perpétuité.

Bruchon, reconnu coupable de complicité d'assassinat, de port et d'usage d'armes, avec circonstances atténuantes, à vingt ans de travaux forcés.

Aussitôt que le public s'est retiré, les vingt accusés sont amenés dans la salle, devant la garde réunie sous les armes, pour entendre la lecture du jugement. Tous gardent un morne silence, ils écoutent et paraissent atterrés. Seul, Dalivou, entendant sa condamnation, élève la voix pour dire : « La mort ! je m'y attendais ; mais d'autres sont innocents ! »

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LA SEINE

(7^e chambre.)

L'affaire de M. Mottu a été appelée à l'audience d'hier jeudi.

Voici les chefs de la prévention. M. Mottu est prévenu :

1^o D'avoir depuis moins de trois ans à Paris, étant gérant de la société en commandite par actions Mottu et C^o, au moyen d'inventaires frauduleux, opérés entre les actions et la répartition de dividendes fictifs ;

2^o D'avoir depuis moins de trois ans, à Paris, détourné et dissipé :

— Premièrement, au préjudice des créanciers du sieur Ulbach, diverses sommes d'argent qui ne lui avaient été remises qu'à titre de mandats, etc.

Deuxièmement, au préjudice des sieurs Carle, Sorré-Delisle et Leclerc, le montant de billets qui ne lui avaient été remis qu'à titre de mandats, à la charge de les rendre ou d'en représenter la valeur.

3^o D'avoir, depuis moins de trois ans, à Paris, étant commerçant failli, commis le délit de ban

des deux consuls de Milan et de Gènes a porté la commission à proposer cette suppression.

M. le ministre des affaires étrangères ne considère pas comme indispensable le maintien d'un consulat général à Turin, mais il n'est pas opposé au maintien d'un simple consul dans cette ville.

M. de Lorge croit que la position que nous occupons en Europe est d'autant plus humble que nous sommes en République, au milieu de nations qui sont toutes monarchiques. (Exclamations.)

Aussi faut-il nous résigner à signer seulement des conventions commerciales ou postales, car nous ne devons pas espérer contracter des alliances sérieuses sous un pareil régime. (Nouvelle interruption.)

Sachons au moins tirer profit de notre humiliation, et ne nous pourrions nous représenter à l'étranger que des simples chargés d'affaires. (Alors donc) — Aux voix !

M. Fourcadet s'élève contre l'insuffisance des agents consulaires français, au point de vue de la capacité et de l'expérience. Il critique également l'usage qui existe d'accorder à nos consuls dans les ports étrangers, au lieu d'un traitement fixe, des remises qui varient suivant les dépenses faites.

M. des Rotours examine à son tour la question de la représentation de la France à l'étranger et il trouve les émoluments de nos agents beaucoup trop élevés. Il propose le retour aux chiffres de 1851.

M. le ministre des affaires étrangères combat l'opinion qui paraît trop accablée, que le budget des affaires étrangères est un budget fastueux et réductible à plaisir. Les propositions du gouvernement ont déjà subi de la part de la commission une réduction de 500,000 fr., que pour sa part il n'accepte pas.

Le ministre ne défend pas le drapeau des Rotours, il se défend lui-même et, malgré ses déclarations récentes, la France doit conserver et conserver son rang dans le monde. (Très bien !)

Le ministre s'oppose à la réduction de 235,000 fr. que la commission veut faire porter sur les traitements des agents politiques et consulaires.

M. Jozon est d'avis que les traitements des agents diplomatiques doivent être réduits sous le gouvernement qui nous régit; il prend pour point de comparaison les émoluments des agents diplomatiques des Etats-Unis du Nord de l'Amérique.

Les réductions que la commission propose, et qui consistent à fixer, par exemple, le traitement de nos ambassadeurs, à Londres, à 200,000 fr., à Saint-Petersbourg, à 225,000 fr., et à Vienne, à 100,000 fr., sont très acceptables.

En les adoptant, la Chambre indiquera ses tendances et sa résolution sérieuse et bien arrêtée de réaliser des économies. (Approbation.)

Après une réponse de M. le rapporteur, l'amendement de M. Raudot, repris par M. des Rotours, et tendant à une réduction de 812,000 fr. sur le chapitre 3, est mis aux voix.

A la suite de deux épreuves, dont la première est déclarée douteuse, l'amendement n'est pas adopté.

La proposition de M. Folliet, consistant dans le rétablissement d'une somme de 15,000 francs, applicables au consulat général de Turin, est rejetée.

Le chapitre 3, tel qu'il est proposé par la commission, est adopté.

Chap. 4. Traitement des agents en activité, 190,000 fr.

Chap. 5. Frais d'établissement, 330,000 fr.

Chap. 6. Frais de voyages et de courriers, 570,000 fr.

Chap. 7. Frais de service, 1,869,800 fr.

Chap. 8. Présents diplomatiques, 10,000 fr.

Chap. 9. Indemnités et secours, 112,500 fr.

Chap. 10. Dépenses secrètes, 500,000 fr.

Chap. 11. Missions et dépenses extraordinaires, dépenses imprévues, 500,000 fr.

Chap. 12. Frais de location et entretien de l'hôtel affecté à l'ambassade ottomane, 52,000 fr.

Chap. 13. Subvention à l'émir Abd-el-Kader, frais accessoires de son séjour à Damas, 120,000 fr.

Chap. 14. Subvention au fonds commun des chanceries consulaires, 200,000 fr.

Chap. 15. Exercices périmés (Mémoire.)

Chap. 16. Exercices clos. (Mémoire.)

Chap. 17. Frais de restauration de l'église Ste-Anne, à Jérusalem, 75,000 fr.

Avant de clore la discussion sur le budget du ministère des affaires étrangères, M. le rapporteur rend compte à la Chambre d'une somme de 1,706,302 fr. 87 c., qui reste aujourd'hui disponible sur l'indemnité payée à la France par le gouvernement chinois, à la suite de la guerre, ainsi que d'une autre somme de 375,000 fr., solde des réparations imposées à ce gouvernement à la suite des événements tragiques de Tien-Tsin.

Ces deux sommes sont versées au Trésor public, et un projet de loi postérieur déterminera leur emploi.

Il est procédé, sur l'ensemble du projet de loi relatif au budget du ministère des affaires étrangères, à un scrutin dont voici le résultat :

Nombre de votants..... 612
Pour..... 609
Contre..... 3

L'Assemblée a adopté.
L'ordre du jour appelle la discussion du budget du ministère de l'Agriculture et du Commerce.

Art. unique. — Il est accordé au ministre de l'Agriculture et du Commerce, pour l'exercice 1872, des crédits s'élevant à la somme de 15 millions 135,000 fr., dont voici la répartition :

Chap. 1^{er}. Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 625,100 fr.

Chap. 2. Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale, 89,500 fr.

Chap. 3. Ecoles vétérinaires, 673,000 fr.

Chap. 4. Encouragements à l'agriculture et au drainage, enseignement professionnel, 2 millions 849,400 fr.

M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce se fait observer que la commission de budget a cru devoir prendre pour base de ses propositions le budget rectificatif de 1871, tandis que le gouvernement s'était référé au budget primitif.

Il en résulte certaines erreurs en raison de plusieurs services qui ont été supprimés en 1871, mais qui ont été rétablis en 1872.

Le ministre combat ensuite la réduction de 37,000 fr. proposée par la commission, en présence surtout de la diminution de 64,000 fr. que le gouvernement avait déjà fait supporter au chapitre 1^{er}.

Voix nombreuses : On ne peut pas revenir sur des chapitres déjà votés.

A propos du chapitre 4, M. de Grasset réclame contre la suppression d'un crédit de 70,000 fr. pour l'école professionnelle de Montpellier.

Après un échange d'observations entre M. le rapporteur Castelnau, le ministre du Commerce et de l'Agriculture, et M. Lespinaas, la suite de la discussion est renvoyée à demain.

Demain, à deux heures, séance publique. Suite de la discussion des lois de finances.

La séance est levée à six heures cinq minutes.

ECHOS DE PARTOUT

Le temps s'est remis, mais le thermomètre reste toujours assez bas. Il a neigeé hier à midi et le soir. Quelques flocons sont également tombés ce matin.

La délibération des actionnaires du Figaro qui a eu lieu hier au soir, ne se serait pas passée d'une façon aussi paisible que le dit le procès verbal de M. René de Pont-Jest.

MM. de Villemessant et Dumont ont en ensemble une discussion tellement vive qu'il a fallu intervenir entre eux.

M. Dumont quitte le journal; la Société du Figaro continue ses opérations sous la raison sociale Villemessant et C^o, et sert à M. Dumont, à titre d'indemnité, un intérêt de 10 p. 100 sur les produits bruts de l'exploitation du Figaro, pendant les cinq premières années, et 5 p. 100 pendant les cinq années suivantes.

Hier, est arrivé à la gare du Nord, par le train de quatre heures trente minutes du soir, lord Northbrook, vice-roi des Indes. Il s'est immédiatement rendu à l'ambassade d'Angleterre, avec quatre personnes qui l'accompagnaient et qu'on nous a dit être ses secrétaires. Il était escorté d'un groupe d'indigènes de l'Indoustan. Il doit faire un court séjour à Londres et partir pour les Indes par la voie de Brindisi.

C'est aujourd'hui que vient, devant le tribunal correctionnel de la Seine, le procès en diffamation intenté au Figaro et au Gaulois par le prince Scanderberg.

Le prince a déclaré qu'il comparaitrait en grand uniforme.

Or, l'uniforme du prince se compose : 1^o D'une longue robe noire boutonnée jusqu'au cou, et d'un bonnet d'astrakan avec plume; 2^o De deux pistolets damasquinés; 3^o D'un fusil, également damasquiné; 4^o D'un capitaine des gardes qui ne le quitte jamais.

Tout cela va bien le gêner, s'il fait des gestes dans le feu de sa déposition.

Nous apprenons la mort de M^{me} la duchesse de Rivière. La duchesse était âgée de soixante ans.

On nous annonce également la mort de M. le duc d'Uzès, chef de la famille de ce nom. Le duc, qui était âgé de soixante-quatre ans, était le beau-frère de M. de Talhouët, l'ancien ministre. M. d'Uzès avait été représentant du peuple en 1848 et 1849.

Hier, deux dames de Batignolles, quêtant pour la souscription patriotique dans la rue Cardinet et rues circonvoisines, ont, après quatre heures de quête, réalisé une recette de... 2 fr. 80 c.; encore est-ce avec la plus grande difficulté que ce triste résultat a été obtenu. Injures, grossièretés, il leur a fallu essuyer mille choses désagréables. Les gens chez qui les deux dames en question se présentaient ont presque tous fait la même réponse : — Que ceux qui ont fait venir les Prussiens les payent !

Les petits neveux de Balzac viennent d'être admis comme élèves à l'école entière au collège de Cluny.

On sait que les restes mortels de M. Cochon ont été rapportés à Paris.

Hier jeudi un service funèbre a été célébré à Saint-Thomas d'Aquin.

M. X..., un de nos sportsmen les plus à la mode, a épousé, après s'être totalement ruiné, une jeune fille possédant une fortune immense, mais affligée d'une maigreur extraordinaire. L'autre jour l'épouse délaissée reprochait à son mari sa façon d'agir.

— Vous n'avez pas de honte d'une telle conduite, s'écriait-elle; moi qui vous ai nourri !

— Avec quoi? répondit le mari.

LES THÉÂTRES

Voici comment se décompose le total de la somme de 1,580,000 francs, votée par l'Assemblée nationale, pour subventionner les théâtres nationaux et le Conservatoire :

Opéra..... 800,000
Théâtre-Français..... 240,000
Opéra-Comique..... 140,000
Théâtre-Italien..... 100,000
Odéon..... 60,000
Théâtre-Lyrique..... 60,000

L'augmentation de 200,000 francs, accordée à l'Opéra, coupe court aux bruits de fermeture qui circulaient depuis quelque temps dans le monde artistique. M. Halanzier n'aura donc plus aucun prétexte pour abandonner la direction de l'Opéra.

L'Opéra-Comique voit sa subvention portée à 140,000 francs, ce qui semble annoncer que dans un temps donné l'ancien chiffre de 240,000 francs sera restitué. MM. de Leuven et Du Locle ne pourront donc se refuser à renouveler le traité avec la Société des auteurs.

Quant au Théâtre-Lyrique, le voilà renvoyé dans la catégorie des scènes subventionnées. Les 60,000 francs qui lui donne l'Etat viennent donner un encouragement à M. Martinet.

Nous espérons que maintenant le directeur du Théâtre-Lyrique sacrifiera moins aux faux dieux et servira l'art français, qu'il a un peu trop négligé jusqu'ici. Nul doute que la subvention de 100,000 francs sera restituée au Théâtre-Lyrique le jour où il sera installé dans une salle plus vaste et où il pourra, comme par le passé, aborder le genre élevé du grand opéra.

Les Italiens, qu'on disait fort menacés, conservent leur subvention intégrale, ainsi que la Comédie-Française et l'Odéon.

Les Variétés vont reprendre Barbe-Bleue, pour la rentrée de M^{lle} Schneider. Pendant la durée de la reprise de cette opé-

rette, le personnel non-chantant du théâtre partira pour faire une tournée en province, avec M^{lle} Céline Chaumont comme directrice.

Barbe-Bleue sera accompagnée du Joueur de flûte, dans lequel M^{lle} Vanghell remplira le rôle créé par M^{lle} Sully.

On annonce la prochaine arrivée à Paris du célèbre Barnum.

Il vient avec une cargaison de phénomènes de toute sorte. Son séjour à Paris durera six mois.

Le Théâtre-Italien prépare plusieurs concerts spirituels pour la semaine sainte.

Dans le premier, on exécutera la messe solennelle de Rossini, le duo du Stabat de Pergolèse, un Salve Regina de Meyerbeer, Piété signore de Stradella, etc., etc.

M^{lle} Alboni, Penco, Trebelli, Rubini, Ramirez; MM. Gardoni et Delle-Sedie sont les principaux interprètes des chefs-d'œuvre qui seront chantés dans cette belle soirée.

On va prochainement représenter à Londres, à Drury-Lane, les Deux Journées et les Diamants de la Couronne.

Ces deux ouvrages sont encore inédits de l'autre côté du détroit.

On répète, aux Bouffes-Parisiens, une opérette en trois actes, la Timbale d'argent, de M. Vasseur, élève du sévère et classique Niedermeyer.

Ceci nous fait penser que nous avons oublié de dire l'autre jour à nos lecteurs que M. de Castillon, dont les tendances avancées ont si fort agité le public des Concerts-Populaires, a pour professeur de composition l'auteur des Noces de Jeannette, M. Victor Massé.

On répète un opéra. Au milieu de l'excitation d'un morceau, le compositeur se lève tout à coup et veut arrêter l'orchestre.

— Qu'y a-t-il donc, demande le directeur? — Il y a si bémol, répond le compositeur, et ils ont fait un si naturel.

— Et c'est pour ça que vous voulez arrêter! Laissez donc, ça se fendra, ça se fendra.

LE SPORT

Liverpool, 21 mars.

Le grand steeple-chase national a été couru aujourd'hui. Casse-Tête, à M. Brayley est arrivé premier; Scarrington, à M. Wilkinson, second; et Dispatch, à M. Studd, troisième. Fleurette, au duc de Hamilton, et Marin, au baron Finot, faisaient partie du premier groupe à l'arrivée. Nuage, à M. Dunaster, s'étant blessé à une jambe, a été arrêté.

Casse-Tête était monté par J. Page.

Conférences de la Société pour l'Instruction élémentaire. Dimanche 24 mars, à deux heures, dans la salle du Grand-Orient de France, 16, rue Cadet, aura lieu une conférence publique, sous la présidence de M. Carnot, député, au bénéfice de la Société pour l'Instruction élémentaire.

M. Albert Le Roy : Question des bibliothèques et des bibliothécaires.

Les deux Chiens (Monvel) : Dieu est toujours là (Victor Hugo), poésies dites par M. Marius Laisné.

Prix des places : deux francs (numérotées), un franc cinquante centimes. — Billels à l'arance, 1 bis, rue Hauteville, et 16, rue Cadet.

Maison CERF et MICHEL
9, boulevard des Italiens
Cachemires des Indes et de France. Dentelles
SPECIALITÉ DE CORBEILLES DE MARIAGE
Sur demande on expédie en province

BULLETIN COMMERCIAL
Paris, le 22 mars 1872.

Céréales
La baisse, que tout le monde voyait comme imminente, s'est produite à la séance d'hier soir. Le blé a perdu 50 centimes, et se cote de 34 à 36 francs les 120 kil. Aujourd'hui, rien de nouveau à signaler sur la place. En province, la dépréciation, loin de diminuer, augmente de plus en plus.

Farines de consommation
On est un peu plus ferme sur la farine de consommation.

Choix et marque D, 60 « à « ». — Bonnes marques, 67 « à 68 « ». — Sortes courantes et ordinaires, 65 « à 66 « ».

Farines de commerce
En commerce, il y a de la hausse avec un bon courant d'affaires.

Farines huit marques
Dispon., 68 50. — Cour. du mois, 68 50. — Prochain, 68 75. — 4 d'été, 69 25.

Farines supérieures
Dispon., 67 50. — Cour. du mois, 67 50. — Prochain, 67 75. — 4 d'été, 68 25.

Huiles
L'huile de colza reste en baisse.

Disp., 104 50. — Cour. du mois, 104 50. — Prochain, 104 50. — Mai et juin, 100 50. — Juillet et août, 98 50. — 4 derniers, 95 50.

Huiles de lin
L'huile de lin est encore faible.

Disp., 96 75. — Courant du mois, 96 50. — Prochain, 97 75. — 4 d'été, 98 « ».

Trois-six
On est calme sur les trois-six.

Disponible et cour. 51 50. — Prochain, 52 « ». — 4 d'été, 55 « ».

Sucres
Offres nombreuses sur les sucres.

COTON COMMERCIAL
88° exochardométriques, 67 « à « ». — Livrables, 67 « à 68 « ». — Blancs n° 3, 77 25 à 77 50. — Rafinés, suivant mérite, 150 « à « ».

L'Administrateur co-Gérant,
LOUIS GAL.

PARIS. — IMP. SERRE ET C^o, RUE MONTMARTRE, 123

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ADjudication, même sur une enchère, en la ch. des not. de Paris, le mardi 9 avril 1872, d'un HOTEL, rue Dumont-d'Urville, 25 A PARIS

avec cour, jardin, et plusieurs chambres de maître, plusieurs pour domestiques, salon, salle à manger et de billard, office, cuisine, caves, écurie, remise, basse-cour. Logement de jardinier et dépendances. A visiter de 10 heures à 11 heures. S'adresser au propriétaire, rue Godot-Mauroy, 7, à Paris, ou à Morsang, à la propriété, rue Marceau.

Etude de M^e DELACAVE, avoué à Paris, rue La Fayette, 7.

Vente au Palais de justice, à Paris, le mercredi, 17 avril 1872, en un seul lot :

1^o D'une propriété sise à usage de **BRIQUETERIE** aux Moulineaux, commune d'Issy, arrondissement de Sceaux (Seine), au tournant de la route des Moulineaux.

2^o D'un terrain exploité en sablière, au lieu D'un terrain dit la ruelle du parc de Meudon, terroir de Clamart, canton et arrondissement de Sceaux (Seine).

3^o D'une **PIÈCE DE TERRE** dite les Brillants, aux Moulineaux, commune de Meudon, canton de Sèvres (Seine-et-Oise).

Mise à prix..... 110,000 fr.

S'adresser à M^e Delcave, et à M^e Hussen, 7, rue de la Monnaie.

ETUDE de M^e Charles LE BRUN, avoué à Paris, rue du 29-Juillet, 3, successeur de M^e Quatremer.

VENTE sur surenchère du sixième, au palais de justice à Paris, le jeudi 4 avril 1872, trois heures de relevée, d'une

MAISON AVEC TERRAIN en nature de jardin d'agrément, sise à Levallois-Perret, rue Chapuis, 50.

Contenance, 1,673 mètres environ.

Mise à prix..... 70,000 fr.

Revenu présumé..... 6,000 fr.

Leccaux actuellement loués, 3,000 fr.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMABLE

MAISON DE CAMPAGNE A VENDRE pour 25,000 fr., à Morsang-sur-Orge (Seine-et-Oise), ligne d'Orléans, 1/4 d'heure de la station de Savigny, 2 1/2 km. de jardin, plusieurs chambres de maître, plusieurs pour domestiques, salon, salle à manger et de billard, office, cuisine, caves, écurie, remise, basse-cour. Logement de jardinier et dépendances. A visiter de 10 heures à 11 heures. S'adresser au propriétaire, rue Godot-Mauroy, 7, à Paris, ou à Morsang, à la propriété, rue Marceau.

Petit château, près Fontainebleau, jardin en plein rapp. Eau, omb. Pr. 50,000. Liebe, r. A-Sept. 3.

VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER

ÉTABLISSEMENT CHÉRI
49, rue Bonthieu.

CHEVAUX de selle et d'attelage, produits de pur sang; voitures, harnais.

VENTE le mercredi 27 mars 1872, à 2 heures. M^e Escriba, commissaire-priseur, r. de Hanovre, 6.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

E. LION changeur, rue Lafayette, 60, Paris, achète les obligations de la Société Houillière et Métallurgique des Asturies.

SOCIÉTÉ L'ALLIANCE
(Appareils et machines magnéto-électriques.)

Renseignements. S'adresser à M. Desfontaines et C^o, Cours de la Banque et de la Bourse, 31, r. Vivienne.

ECHEANCE DES COUPONS
d'avril 1872, paiement immédiat sans commission des coupons Ottomans 1869, Khédivés et Morgan, chez M. Langlois, 1, cité Bergère.

LA Caisse des Prêts sur Titres
8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8.

avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

CHEMIN DE FER SARAGOSSE A PAMPUNE
Achat des Bons complémentaires donnés aux porteurs d'obligations en paiement des coupons émis, chez E. Lion, changeur, 60, rue Lafayette.

Achat et vente de titres cotés et non cotés.

MINES ET FORGES DU MARTRAT
Paiement immédiat du coupon n° 5 des obligations, Comptoir de change, 3, r. de la Bourse.

AVIS AUX RENTIERS

Pour faciliter la souscription au prochain emprunt national, la Banque des rentes et pensions, 5, place de la Bourse, accepte dès ce jour en dépôt, 1/4 d'heure d'intérêt par an, toutes les sommes que l'on désire appliquer à la future souscription.

Comme pour les emprunts de 1871, la Banque des rentes et pensions, 5, place de la Bourse, garantit le montant des rentes demandées, entièrement libérées, souscrites par son entremise.

Les coupons à l'échéance d'avril seront reçus comme espèces. — Les intérêts seront le jour de la souscription.

FONDS AMÉRICAINS
M. S. de Préville, 6, rue Halévy, a l'honneur de prévenir les porteurs des Obligations 6 0/0 de 1862, actuellement en voie d'amortissement, qu'il tient à leur disposition des titres à échéance plus éloignée et des Obligations des Etats particuliers des Etats-Unis.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

EN VENTE LE GRAND COUPABLE
dans les mathématiques de la France, brochure in-8 (préface du 21^e volume des Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin). — Prix : 50 centimes.

LE MONITEUR DES FONDS PUBLICS
ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (A. ALLIÉ)

Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 n^o gratis sur demande au directeur, 8, rue N-S-Augustin.

HERNIES La méthode de feu P^r Simon assure la GUÉRISON RADICALE. Notice envoyée f^r. S'ad. à ses élèves et gendres, MM. BEZOU et DESJARDINS à Saumur (M^e et Loire) A.N.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE